

LE FIGARO.fr

Actualité | Opinions

Le monde entre dans l'ère dangereuse de l'impuissance américaine

L'ANALYSE de Renaud Girard (Grand reporter au service étranger du Figaro).

Publié le 25 octobre 2006

Actualisé le 25 octobre 2006 : 17h44

Depuis septembre 2001, le monde n'avait pas connu d'été indien aussi chaud politiquement. La Corée du Nord réalise son premier essai nucléaire. L'Iran annonce qu'il poursuivra coûte que coûte son programme d'enrichissement de l'uranium. L'Irak s'enfoncé dans la guerre civile et l'insurrection anti-occidentale. Le régime militaire soudanais laisse s'installer un chaos mortifère au Darfour, sans que l'ONU puisse intervenir efficacement. En Afghanistan, l'Otan subit le défi cinglant de la renaissance des talibans et des seigneurs de l'opium. Au Pakistan, al-Qaïda est traitée, comme naguère la question nucléaire : nier, toujours nier ; la réalité est que le pays des Purs ne remplit même plus le service minimum dans sa lutte contre les réseaux Ben Laden. Au Liban, le Hezbollah renforce son emprise sur la société, et on ne perçoit pas le plus petit début de désarmement de la milice islamiste chiite. En Palestine, la jeunesse se radicalise de plus en plus, sous la bannière de partis islamistes refusant de reconnaître le droit d'Israël à l'existence. En Russie, le Kremlin piétine sans complexe ses avancées démocratiques et ses ouvertures à l'Occident des quinze dernières années. Bref, la liste est longue des virus de déstabilisation émergeant soudain à la lumière en cet automne 2006.

Le « *nouvel ordre international* » annoncé au printemps 1991 par le président américain George H. Bush (le père de l'actuel) paraît désormais bien loin. C'était une belle époque d'illusions où, le communisme étant mort, l'on évoquait la « fin de l'histoire » ; où les guerres se gagnaient avec zéro mort du côté des « gentils » ; où l'ONU renaissait, sous l'autorité incontestée d'un Conseil de sécurité qui, soudain, n'était plus paralysé ; où les problèmes du monde semblaient pouvoir se régler par l'organisation de grandes conférences internationales (comme celle de Madrid sur la question palestinienne) ; où le maître mot de toute diplomatie qui se respectait était « multilatéralisme ».

Pourquoi le monde aujourd'hui semble se couvrir aussi rapidement d'inquiétants furoncles de violence politique, religieuse, ethnique ? L'une des principales raisons en est la perte par l'Amérique de son pouvoir de dissuasion. En l'absence de véritable force onusienne permanente, les États-Unis sont la seule puissance membre permanent du Conseil de sécurité à disposer d'une armée moderne crédible, capable d'être projetée rapidement sur n'importe quel point du globe. Le problème est que cette force ne fait plus aujourd'hui vraiment peur.

Malheureusement pour l'Occident - et pour la paix dans le monde en général -, l'Amérique, en s'embourbant en Irak, a ruiné sa puissance dissuasive et, partant, son crédit politique. Ses conseils, ses exigences, ses menaces sont beaucoup moins écoutés qu'ils ne l'étaient ne serait-ce qu'il y a trois ans.

Le 5 février 2003, jour du célèbre débat sur l'Irak au Conseil de sécurité qui fut diffusé sur les écrans de télévision du monde entier, le pouvoir de dissuasion américain était à son apogée. Le déploiement de 50 000 hommes de troupe au Koweït avait suffi à faire comprendre que, sur ce dossier, l'Amérique, était très sérieuse. Saddam Hussein l'avait d'ailleurs compris qui, via le faucon Richard Perle, avait secrètement transmis à Washington des propositions où il acceptait toutes les exigences américaines. Perle, le « prince des ténèbres », avait tout fait pour enterrer ces propositions qui désamorçaient le conflit annoncé, et l'entourage du président Bush fut bien mal avisé de ne pas les prendre en considération. C'était l'époque où l'Iran proposait lui-même de suspendre ses activités d'enrichissement d'uranium pour preuve de sa bonne foi.

L'échec américain en Irak a paradoxalement sanctuarisé le Téhéran des mollahs : ces derniers ont compris que le Congrès ne permettra pas, dans les circonstances présentes, à George W. Bush d'attaquer l'Iran. La parole américaine au Conseil de sécurité contre le programme nucléaire iranien n'a plus guère de poids parce qu'on sait qu'elle ne sera suivie d'aucun usage de la force militaire. Pire, en provoquant le triplement du prix du pétrole, les Américains ont doté le régime du président Ahmadinejad de la marge financière qu'il rêvait pour alimenter militairement ses ambitions régionales hégémoniques. Aujourd'hui, dans la banlieue

sud de Beyrouth, le Hezbollah distribue à pleines poignées l'argent du pétrole iranien.

En se lançant dans l'invasion et l'occupation de l'Irak le 20 mars 2003, les Américains sont sortis sans nécessité d'une posture dissuasive qui, pourtant, fonctionnait bien. Ne pas avoir sollicité et obtenu l'accord du Conseil de sécurité de l'ONU aggrave encore les choses : dans l'histoire des nations, les erreurs individuelles ont toujours été plus délétères que les erreurs collectives.

La France ne saurait en aucun cas se réjouir de la destruction du pouvoir de dissuasion américain. Les États-Unis sont un allié difficile - parfois même arrogant -, mais ils sont un allié, et le seul dont nous disposions pour rendre crédibles les résolutions que nous prenons ensemble au sein du Conseil de sécurité de l'ONU.

Le XXI^e siècle s'annonçant comme un siècle de dangereuses rivalités religieuses, ethniques, politiques et économiques, la planète a besoin d'un policier mondial. Tant que l'ONU n'aura pas mis en place - comme l'y invite sa Charte - une force militaire à elle, le besoin de ce policier continuera à se faire sentir. Et aujourd'hui, que cela nous plaise ou non, il est américain.



Actualité. Economie. Sports. Culture Loisirs. Madame. Immobilier. Emploi. Pratique.